



Nous avons lancé notre campagne des cantonales ! Vous l'avez lu lors de ma précédente note, nous avons commencé par un spectacle de Noël. Parallèlement, nous avons travaillé sur des pistes de propositions inspirées des débats du Comité populaire du Front de Gauche de la 7ème circonscription de l'Essonne, du Comité du Parti de Gauche et du travail réalisé par le groupe des élus du Front de Gauche au Conseil général de l'Essonne.

D'ores et déjà, trois grands axes se sont dégagés. La défense des biens communs nous a semblés être radicalement différente des politiques menées aujourd'hui. **Pour nous, la vie n'est pas à vendre**

Cela implique une façon iconoclaste de voir les choses. Nous n'acceptons pas que le bien commun soit source de profits et donc de surcoûts pour les citoyens.

C'est la gratuité et le prix de revient qui doivent être notre boussole

, que ce soit en matière de transports, de santé, d'éducation, de petite-enfance, de chauffage urbain ou bien sûr d'accès à l'eau potable. Dégager les espaces publics de la publicité est un autre moyen de "dé-privatiser" ce bien commun qu'est l'espace public. Dans le même esprit, nous pensons que

l'argent public doit aller aux biens publics : finies les subventions au privé !

L'autre grand axe est la mise en place **d'une planification écologique**. Nous avons déjà cette revendication lors des élections régionales. L'écologie pour de vrai, qui se passe des discours, nécessite des choix radicaux mais concrets. Pour qu'ils soient cohérents et planifiés dans le temps, pour qu'une réorientation budgétaire aille dans ce sens, il s'agit de la meilleure méthode. Là encore, plusieurs réflexions :

- la politique foncière



Elle doit favoriser l'emploi dans notre département. Nous devons donc en avoir la maîtrise pour à la fois permettre l'implantation d'entreprises proposant des emplois correspondant à la qualification des demandeurs d'emploi essonnien et créer des zones d'activité économique plutôt que de continuer l'étalement urbain qui détruit la biodiversité, allonge les temps de transport et morcelle les fonctions de la ville.

Nous devons pouvoir également créer des zones agricoles proposant une agriculture bio destinée à alimenter l'Essonne avec des circuits courts, comme par exemple en direction des cantines scolaires.

Dans le processus de production, c'est également ceci qui doit être recherché, plutôt que le soutien zélé aux pôles de compétitivité qui, s'ils font la part belle à la fierté des belles personnes, correspond rarement aux demandes d'emploi du territoire.

- les clauses de conditionnalités

Nous devons **établir des clauses de conditionnalités écologique et sociale** dans toutes les aides du département.

Pour les cessions foncières, c'est pareil : pas sans condition ! **L'aménagement du territoire ne peut être laissé en dehors de toute réflexion sur l'intérêt général**

, en prise à la loi du marché. Ne laissons pas s'installer des activités où l'emploi précaire règne, où les emplois à l'hectare sont inférieurs à 100, où l'étalement urbain se prolonge. Au contraire, favorisons les projets à énergie positive, mais aussi la géothermie, le développement de la biodiversité, les terres agricoles ou forestières.

A la crise , nous pouvons répondre par un urbanisme compact rapprochant les fonctions indispensables à l'épanouissement. Le logement doit être à proximité immédiate des services publics, de l'emploi et de la nature.



A la crise économique, privilégions **le soutien des reprises d'entreprises par les salariés** et la promotion des coopératives. Un autre développement est possible, avec la mise en place d'une monnaie complémentaire type SOL sur tout le département.

Le 3ème grand axe concerne les transports en commun. Nous devons impérativement les massifier, pour éviter le "tout voiture" qui pollue et encombre nos routes. Le soutien sans faille aux entreprises publiques que sont la SNCF ou la Régie publique RATP doit être notre priorité. Une vraie réflexion sur leur gratuité doit déboucher par des décisions concrètes. Ce qui est financé par l'impôt ne doit pas l'être en plus par l'usager. C'est la double peine qui pénalise l'accès aux transports en commun. Les poids lourds arrivent chaque jour en masse dans notre département. La CGT SNCF a fait des propositions pour établir un grand plan national de ferroutage des camions.

Vous le voyez, nous avons là bon nombre d'arguments et de propositions en totale rupture avec les amis de Sarkozy ou ceux du directeur du FMI. Toutefois, vous avez sûrement pu constater également que ces propositions sont loin d'être exhaustives. Elles ont encore besoin d'être fouillées, développées, enrichies.

Je compte sur vous et sur vos contributions. En attendant, passez de bonnes fêtes !

